

Bulletin de la Société des Amis d'Ismaïl Urbain

N° 8
(septembre 1996)

Nous nous préoccupons trop exclusivement d'introduire en Algérie une population européenne. En refoulant les indigènes vers le désert, nous verrons chaque jour s'accroître la haine et les sentiments de vengeance, qui dans le cœur du peuple vaincu, sont quelquefois assoupis mais ne s'éteignent jamais entièrement. Ce sont des difficultés insurmontables que nous nous préparons pour l'avenir.... Toutes les fois que la conservation de nos possessions d'Afrique a été sévèrement mise en question devant les chambres ou devant l'opinion publique, on a toujours reconnu — et pour quelques-uns c'était l'argument le plus puissant — que la France avait une mission providentielle pour civiliser ces contrées. S'est-il agi de justifier nos dépenses ou de demander un nouveau sacrifice, c'est encore l'intérêt de la civilisation et la gloire du nom français que nous avons proclamé, comme engagés par-dessus tout dans cette question. Et cependant, pourquoi n'en pas faire l'aveu, nous oublions dans la pratique des affaires toutes ces nobles et grandes aspirations pour n'écouter que les suggestions égoïstes de quelques intérêts privés. Nous semblons abandonner à la providence le soin d'accomplir les beaux desseins que nous lui prêtons et dont nous nous étions déclarés les instruments prédestinés.

Oui, sans doute, il faut que la France tire avantage pour sa prospérité de sa présence en Afrique. Mais n'adoptons pas avec trop de précipitation quelques individus comme les représentants des intérêts français. Ne perdons pas de vue ces devoirs que nous nous sommes imposés et dont les exigences subsistent même après la victoire. Serions-nous des civilisateurs si nous ne savions que dévaster les pays conquis et dissoudre ses population?

Ismaïl Urbain, Du gouvernement et de l'administration des tribus arabes en Algérie, rapport à la Direction de l'Algérie, Blidah, octobre 1842.

Conseil d'Administration :

Charles-Robert Ageron, Saïd Almi, Fanny Colonna, Sandrine Lemaire, Anne Levallois, Michel Levallois, Anne Malécot, Seymour Morsy, Daniel Nordmann, Philippe Régnier, Annie Rey.

Bureau :

Président : Michel Levallois.

Vice-Présidents : Charles-Robert Ageron, Saïd Almi, Annie Rey.

Secrétaire Général : Philippe Régnier.

Secrétaire adjointe : Sandrine Lemaire

Trésorière : Agnès Levallois.

Siège de la Société :

Bibliothèque de l'Arsenal, 1, rue de Sully, 75 004 Paris

Cotisations :

Tarif étudiant : 50 F

Membre : 150 F

Membre-bienfaiteur : au-delà de 150 F.

Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de la *Société des Amis d'Ismaïl Urbain*

Procès-verbal du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale

Le samedi 22 juin 1996, sous la présidence de M. Michel Levallois, s'est tenue dans le grand salon de la Bibliothèque de l'Arsenal, l'Assemblée générale de la Société des Amis d'Ismaïl Urbain, précédée par une réunion du Conseil d'administration. À l'issue de ces réunions statutaires de 1996, les Amis d'Urbain ont écouté et discuté la communication de M. Jacques Canton-Debat, venu tout exprès de Lyon avec Mme Canton-Debat, descendante de la famille Arlès-Dufour, sur son trisaïeul, François Barthélemy Arlès-Dufour.

Après avoir souhaité la bienvenue aux membres présents, présenté les excuses et enregistré les pouvoirs des absents, le Président a rappelé que cette assemblée qui aurait dû être réunie en décembre 1995 ou en janvier 1996, n'a pu l'être pour diverses raisons, en particulier liées à la grève de décembre qui a désorganisé les calendriers. Il signale que le dernier renouvellement du tiers du Conseil d'administration ayant eu lieu lors de la l'assemblée du 11 février 1995 et le prochain ne devant intervenir qu'en 1998, l'assemblée générale sera entièrement consacrée à la vie de la Société au cours de l'année 1995.

Le Secrétaire général commence son rapport d'activité en affirmant fortement que la société n'est pas en sommeil. Philippe Régnier, Anne Levallois et Michel Latty ont présenté des communications au 4e Séminaire d'études saint-simonienne que dirige Ph. Régnier. Une notice sur Urbain a été envoyée à la rédaction du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* de Jean Maitron (en cours de réédition sous forme de CR-Rom). Le *Dictionnaire du Second Empire* publié sous la direction de J. Tulard comporte une notice sur Urbain, rédigée par Jean Martin, en page 1294. Une réunion a eu lieu le 22 janvier 1996 avec Anne Levallois sur l'orientation à donner à la publication des deux "autobiographies" rédigées par

Urbain en 1871 pour son fils et en 1883, à la demande de Gustave d'Eichthal. M. Levallois a achevé la rédaction de son étude sur la première période algérienne d'Urbain (1837-1848) et va pouvoir se préoccuper de trouver un éditeur. M. Ghazi Hidouci doit remettre prochainement un avant-propos en vue de la réédition de l'ouvrage d'Urbain *L'Algérie pour les Algériens*. Le 7e Bulletin paru en décembre 1995 et contenant un excellent compte rendu de l'assemblée générale du 11 février 1995, ainsi que le texte de la conférence de M. Latty sur Henri Fournel, a été très apprécié.

Ph. Régnier a ensuite présenté les projets pour les années à venir. Il a proposé de relancer les travaux universitaires sur Urbain et les saint-simoniens. Un courrier sera adressé aux universitaires susceptibles de proposer des sujets de maîtrise, de DEA et de thèses à leurs étudiants qui pourraient bénéficier de la documentation, voire d'une aide financière de la Société et de l'appui de ses membres. Plusieurs sujets sont évoqués : le journal *L'Algérie* (création, finances, organisation, méthodes de travail, sujets traités), les campagnes de presse de janvier 1840 et de septembre 1844 en faveur de l'administration directe de l'Algérie, le fonctionnement de la Direction de l'Algérie au ministère de la guerre, l'articulation entre pouvoir politique, autorités militaires et réseau saint-simonien, les relations des saint-simoniens avec les autres mouvements d'opinion et les autres courants de pensée, le fonctionnement du réseau saint-simonien sur les questions algériennes, la représentation de l'islam chez Urbain.... Plusieurs noms sont avancés : André Raymond et Jean-Louis Miège de l'IREMAM, Triaud, d'Aix, Jean-Claude Richard, Raymond Huard de Montpellier, Jacques Frémeaux (Paris IV). Outre les trois publications qui sont en préparation et dont il a été fait état, le Président propose à Mme A. Rey-Goldzeiguer de se mettre en quête d'un éditeur universitaire afin de publier la correspondance Urbain-Lacroix. La Société se chargerait de la saisie informatique de son manuscrit. À ce propos, Ph. Régnier évoque la création d'une base de données saint-simoniennes dont il a pris l'initiative au sein de son laboratoire. Des contacts seront recherchés avec des descendants des familles saint-simoniennes, en liaison avec d'autres associations, voire avec des marchands d'autographes afin d'identifier des fonds d'archives inconnus et d'inciter leurs détenteurs à les mettre en sûreté et à les rendre consultables pour la recherche. En fait, il apparaît de plus en plus que l'avenir de la société se trouve dans un élargissement de ses travaux à l'ensemble du mouvement saint-simonien au sein duquel Urbain a tenu une place importante. La traduction statutaire de cette nouvelle orientation sera proposée à une assemblée extraordinaire lorsque le devenir de la Bibliothèque de l'Arsenal aura été précisé.

Le Président et le Secrétaire informent l'assemblée des démarches auxquelles ils ont pris part, au nom de la Société, au sein de la Société des Amis de la Bibliothèque de l'Arsenal, la SABA, pour la sauvegarde de cette bibliothèque, haut-lieu de l'histoire du Saint-Simonisme, conservatoire des archives, manuscrits mais aussi souvenirs, objets, tableaux, livres et publications, point de ralliement des chercheurs français et étrangers sur ce grand mouvement du siècle dernier. Le déplacement ou l'éclatement de ce fonds hors de la bibliothèque où il est né et s'est constitué seraient un désastre pour la communauté universitaire et scientifique qui travaille sur le XIX^e siècle. Une motion de soutien à l'action de la SABA pour le maintien et la rénovation de la Bibliothèque de l'Arsenal est adoptée à l'unanimité.

L'année 1997 devrait permettre à la Société de participer à plusieurs manifestations publiques d'envergure : le bicentenaire de la Bibliothèque de l'Arsenal, pour laquelle des conférences et une exposition sont prévues, le bicentenaire de l'expédition d'Égypte qui sera célébré au Caire et à Paris.

M. Levallois rappelle que 1997 sera aussi l'année du 10e anniversaire de la société et il demande que l'on songe à la façon de célébrer cet événement qui devrait coïncider avec une intensification sensible de ses activités. Ce pourrait être l'occasion de publier un annuaire des travaux en cours, un répertoire des sources accessibles...

L'assemblée approuve ces orientations et donne mandat au bureau et à son Président pour les mettre en oeuvre.

Madame Agnès Levallois, trésorière, présente la situation financière de la Société. En 1996, 27 adhérents sont à jour de leur cotisation, dont 3 nouveaux. Le rappel des cotisations en retard a donné de bons résultats. Les dépenses de 1995 se sont limitées à de faibles dépenses de secrétariat, convocations, bulletin et au paiement des cotisations d'adhésion à la SABA et à l'Académie du Second Empire. Les fonds disponibles sont de 7.000 frcs. Le produit de la cession des exemplaires du livre "Les Saint-Simoniens en Égypte" dont l'auteur et l'éditeur ont cédé leurs droits à la Société pour lui permettre de financer de nouvelles publications est de 29.629,11 frcs.

Communication de M. Jacques Canton-Debat

UN HOMME D'AFFAIRES LYONNAIS : ARLÈS-DUFOUR (1797 — 1872)

- I – L'HOMME D'AFFAIRES
- II – LE SAINT-SIMONIEN
- III – LE LIBÉRAL ET LE PHILANTHROPE

I – L'HOMME D'AFFAIRES

François Barthélemy Arlès est né le 3 juin 1797 à Sète. Il est le fils d'une mère illettrée et d'un père simple soldat, devenu chef de bataillon sous l'Empire. Quelques années plus tard, il suit son père dans ses différentes garnisons. Admis enfant de troupe, il y reçoit la bien rudimentaire instruction d'un sergent, promu instructeur pour la circonstance.

La carrière militaire paternelle s'achève en 1809, après 32 ans de service, à l'âge de 52 ans. La famille s'installe à Paris. Comme fils d'officier, François Arlès suit gratuitement les cours du Lycée Impérial, un enseignement fort sommaire, comme à l'époque. Il a treize ans lorsque son père meurt en janvier 1811.

Les difficultés matérielles s'accumulent. Pour compléter la demi-solde que lui verse l'État, sa mère en est réduite à des travaux de dentelle, et lui, pour subvenir aux besoins, à travailler. « J'ai commencé, dira-t-il, ma vie de lutte et de travail à 16 ans et j'ai acheté d'occasion au Temple mon premier habit bourgeois et mes premières bottes. » À cet âge, il débute, en effet, son activité professionnelle comme saute-ruisseau dans une fabrique de châles de l'actuelle rue d'Aboukir, avant d'y occuper la fonction de contremaître.

Ce qui l'amènera à écrire, plus tard, : « Ayant vécu et souffert parmi les ouvriers, je ressens une sympathie qui m'attire vers eux, et je me demande quels

seraient les moyens les plus efficaces pour alléger le fardeau qui pèse sur toute leur existence. »

Après la bataille de Leipzig – la « Bataille des nations » –, d'octobre 1813, Arlès, exempté de service militaire comme fils unique de veuve d'officier, se présente à l'enrôlement. Il est refusé, « trop jeune » !

Mais, le 30 mars 1814, il fait le coup de feu, sur la Butte Montmartre, et tente, lui aussi, de résister aux soldats de Blücher.

Napoléon, de retour de l'île d'Elbe, l'enthousiasme national renaît. Par l'intermédiaire d'amis de son père, Arlès est nommé secrétaire de l'intendant général de l'armée, Dor. Il quitte Paris pour rejoindre son poste. Il arrive à Waterloo pour n'y trouver que les restes d'une armée défaite. L'effroyable spectacle qu'il découvre – il en conservera le souvenir toute sa vie – va faire de lui un apôtre de la paix et de la fraternité des nations.

Il revient à la vie civile et reprend son activité dans sa fabrique de châles. En 1816, il obtient de son employeur de partir à la conquête des marchés allemands, avec, pour tout bagage, un assortiment de tissus et de châles. La voie commerciale s'ouvre à lui. Il y a souvent réfléchi : avec la réouverture des frontières et la reprise des échanges, le moment s'avère particulièrement opportun.

Dans cette mosaïque d'États qui compose l'Allemagne, une vie errante devient son lot. Il s'agit de renouer des contacts commerciaux distendus par les circonstances ou d'en établir de nouveaux. Au hasard de ses haltes, ses longues soirées solitaires sont mises à profit pour se livrer à un intense travail personnel : il apprend évidemment l'allemand, aussi l'anglais. Conscient de ses insuffisances, il se perfectionne en français. Il se prend aussi de passion pour cette science toute nouvelle qu'est l'économie politique, découverte au travers des ouvrages d'Adam Smith, Ricardo et autres.

Le caractère harmonieux de ses traits, son abord avenant et direct, sa bonhomie méridionale, sa vive intelligence aussi, lui valent, malgré une différence d'âge parfois importante, de nouer des relations amicales : ce sont Las Cases, Exelmans, Marbois, Mocquart, partisans de l'Empereur chassés de leur pays par la Seconde Restauration.

Dans une lettre du 17 août 1866, à la mort d'Holstein, il ajoute en P. S. : « Notre amitié ainsi que celle du Père datait de 1817 ; un demi-siècle ! C'est bien beau et peu d'hommes jouissent d'un pareil bonheur ! » (Pour les Notices Historiques, cette rencontre se situerait en 1820). Quoiqu'il en soit, cette amitié née autour d'une table d'hôte, à Francfort, avec Prosper Enfantin – d'un an son aîné –, sera déterminante aussi bien pour l'un que pour l'autre.

Comme celle de Francfort, la foire de Leipzig est le passage obligé et régulier du jeune commis-voyageur. Parmi les négociants de la place, existe un établissement des plus prospères – d'« import-export » dirions-nous aujourd'hui – faisant le négoce de la soie et de textiles divers, la Maison Dufour frères. Les Dufour sont des descendants d'émigrés protestants, installés en Saxe depuis la Révocation de l'Édit de Nantes. La première rencontre se situe, semble-t-il, au cours de l'année 1817. Arlès est tellement apprécié que, vers 1820-1821, il lui est offert un emploi, et, le 18 octobre 1824, la main de Pauline, la fille unique d'un des ménages Dufour.

La Maison Dufour frères de Leipzig possède diverses succursales. Celle de Lyon est confiée à François Arlès et le jeune ménage s'installe dans cette ville

en février/mars 1825. Bientôt, le nouveau commissionnaire en soieries va manifester son attachement au principe de l'égalité de l'homme et de la femme – un principe auquel il ne cessera de souscrire –, en accolant à son nom celui de sa femme, pour s'appeler désormais Arlès-Dufour. Ce patronyme sera régularisé administrativement par décret impérial du 12 novembre 1861.

Sa profession lui apporte l'aisance, puis la fortune. Par deux fois, cette fortune sera mise en péril, en mai 1837, consécutivement à la crise d'Amérique, et en mars 1851, suite à un incendie des entrepôts de la maison Arlès-Dufour fondée en 1839. À chaque fois, grâce à ses brillantes capacités, à un labeur acharné et à une réputation commerciale sans faille due à sa droiture et à sa probité, la situation sera rétablie.

Le 31 décembre 1859, à 62 ans, il met un terme à sa carrière commerciale. Son inépuisable activité, en maint domaines, ne cessera pas pour autant, ainsi que nous le verrons.

Durement atteint par « l'influence du terrible cataclysme de la guerre », il s'éteint, le 21 janvier 1872, à Vallauris-Golfe Juan où il était venu prendre quelque repos, en compagnie de sa femme, chez leur amie Juliette Adam, la future égérie de la III^e République.

II – LE SAINT-SIMONIEN

On se souvient de la rencontre à Francfort, en 1817, ou en 1820, d'Enfantin et d'Arlès-Dufour et de la sympathie réciproque qui l'avait entourée.

Pour se reposer de ses fatigues « apostoliques », Enfantin séjourne à Lyon chez Arlès-Dufour, en 1828 ou en 1829. C'est Mme Arlès-Dufour qui, rapportant beaucoup plus tard ses souvenirs, doute de l'année lorsqu'elle écrit : « Enfantin passa chez nous une grande partie de l'hiver de 1828 ou de 1829 (je ne puis me souvenir exactement laquelle de ces deux années) ; c'est alors qu'il fit partager à mon mari ses idées sur le saint-simonisme, idées qu'il [Arlès-Dufour] a professées et répandues jusqu'à la fin de sa vie. » Si nous en sommes réduits à nous interroger sur l'exactitude de l'année et la vraisemblance d'un aussi long séjour, ne doutons pas cependant qu'Enfantin fut reçu avec joie par son ami, à la générosité coutumière.

Ne doutons pas, non plus, que les idées d'Enfantin, pour une bonne part d'entre elles, Arlès-Dufour les avait déjà personnellement fait siennes. Ses convictions rejoignaient celles de son ami. Sa conversion au saint-simonisme ne pouvait qu'en être facilitée. On pouvait compter sur son énergique et efficace concours, mais non sans réserve.

Deux fortes personnalités étaient en présence. Et, pour l'une comme pour l'autre, il était hors de question d'abandonner son libre arbitre. Pour Arlès-Dufour, il ne s'agissait, en aucun cas, de se fourvoyer dans des voies réprouvées ou dans des excentricités.

Un exemple ? Bien que pacifiste, Arlès-Dufour est capitaine de la garde nationale. À la même époque, le 16 août 1831, Bazard, Michel Chevalier, Jules Lechevalier, arguant de leur qualité de membre du clergé de la foi saint-simonienne rejettent leur immatriculation et... se retrouvent en prison pour 24 heures !

Toutefois, en 1830, Arlès-Dufour soutient financièrement *Le Globe*, un journal, à terme, condamné. Il en sera de même, en 1844, du journal *L'Algérie*, puis du journal *Le Crédit* – « *Le Globe* de 1848 » –, qu'il subventionnera de plus en plus largement, malgré son scepticisme à son égard.

En 1831, il emporte avec lui, à l'occasion d'un voyage professionnel en Allemagne, un lot de brochures saint-simoniennes.

Lorsque, durant les années 1832-1833, la famille saint-simonienne est regroupée à Lyon, où chacun de ses membres doit faire œuvre de prolétaire, Arlès-Dufour est le « chef d'état-major » de la Mission, un chef d'état-major, à la fois efficace et discret. Il reçoit néanmoins le collier saint-simonien.

Outre une correspondance suivie, c'est par divers subsides que notre Lyonnais d'adoption soutient le moral de plus en plus vacillant de celui qui, exilé volontaire en Égypte, veut y faire « une des nouvelles routes d'Europe vers l'Inde et la Chine », et de Suez « Le centre de notre vie de travail ».

C'est toujours le commissionnaire en soieries, le 21 janvier 1841, qui, « au risque de passer pour monomane » aux yeux du duc d'Orléans, intervient pour attirer l'attention du prince royal sur Enfantin qui souffre de son éloignement, au sud de la Méditerranée, dans ses fonctions officielles prolongées de membre de la Commission scientifique de l'Algérie. « Le penseur le plus profond et le plus moral que je connaisse », le définit-il auprès de l'héritier du trône. C'est encore Arlès-Dufour qui, en février suivant, intercède auprès de Boismilon, secrétaire du duc d'Orléans, en faveur « de l'homme de France auquel je crois le plus grand avenir », et, plus loin, de « l'homme du monde auquel je crois le plus de portée. »

La collaboration entre les deux hommes va s'intensifier encore lorsqu'au saint-simonisme théorique va succéder le saint-simonisme pratique, davantage du goût de l'homme d'action qu'est Arlès-Dufour.

Le développement des chemins de fer, un vieux rêve de Michel Chevalier et d'autres de leurs amis, et la reprise de l'idée du percement de l'isthme de Suez, vont désormais retenir plus particulièrement leur attention commune. Pour mémoire, du 1^{er} janvier 1841 au 28 mai 1864, on ne décompte pas moins de 1 216 lettres adressées par Arlès-Dufour à Enfantin, soit 52 lettres par an, soit 1 par semaine...

Dès 1837, Enfantin qui s'y intéressait alors peu, écrit à Arlès-Dufour : « Songez au chemin de fer de Lyon à Marseille ; je crois que vous pouvez, si vous le voulez, avoir, tout aussi bien que Pereire, la direction de semblable affaire ». De fait, Arlès-Dufour va être, successivement ou simultanément, administrateur de la Compagnie du chemin de fer de Paris à Lyon, administrateur de la compagnie du Lyon/Avignon, puis de la nouvelle Compagnie du P.L.M. en 1857.

Espérant, selon son mot, « préparer cette belle conquête de l'homme sur la nature¹ », Enfantin n'a pas perdu de vue son ambitieux projet de jonction des deux mers. Le 27 novembre 1846, est créée la Société d'Études pour le Canal de Suez. Tous deux, Enfantin et Arlès-Dufour, représentent la France dans ce consortium international. En 1854, Ferdinand de Lesseps, intéressé par la perspective, écrit à Arlès-Dufour : « Vous me semblez être le président-né du futur conseil d'administration de notre Compagnie. »

On sait ce qu'il adviendra du projet, et de l'un, et des autres...

Cette collaboration des deux inséparables amis cesse définitivement le 31 août 1864, à la mort d'Enfantin. Dans son testament, il avait nommé Arlès-Dufour son légataire universel à raison de 5/8, et son fils Arthur pour 3/8.

Sur la tombe d'Enfantin, cet « homme de bien et de génie » dira Arlès-Dufour, pour ajouter : « Dans le cours de ma vie active, Dieu m'a fait la grâce de me lier,

¹ Lettre d'Enfantin à Arlès-Dufour du 27 novembre 1840, citée par H.-R. D'Allemagne, *Prosper Enfantin et les grandes entreprises du XIX^e siècle*.

dans tous les rangs et dans presque tous les pays, avec des hommes éminents par leurs lumières et par leur bonté. Eh bien ! Enfantin les domine tous dans mon long souvenir. » (OSSE, vol. 13 p. 255)

III – LE LIBÉRAL ET LE PHILANTHROPE

En 1816, son ballot sur le dos, Arlès-Dufour était parti à la conquête du marché allemand et, – toutes proportions gardées –, dans le but de favoriser les échanges commerciaux internationaux.

Sur ce terrain déjà bien préparé, à la faveur d'un retour provisoire de quelques mois en France, en 1820, Jean-Baptiste Say, « professeur d'économie facturière » au Conservatoire des Arts et Métiers, avait définitivement fait de son élève l'apôtre infatigable de la libre concurrence. Les progrès à en attendre ? : la disparition de la misère et de la famine des ouvriers.

Élu en 1832 à la Chambre de Commerce de Lyon, Arlès-Dufour parvient à faire partager ses convictions à ses collègues de l'organisme consulaire, à la longue tradition protectionniste. Jusqu'en 1868, hormis quelques courtes interruptions, il apportera à la Chambre de commerce un concours des plus significatifs. Dans ce cadre, ou dans celui du Conseil général du Commerce, sa lutte sera permanente pour, notamment, l'abaissement des droits de douane, avec, en prolongement, des contacts avec les milieux gouvernementaux.

À l'occasion de ses nombreux déplacements professionnels en Grande-Bretagne, il établit des liens solides avec les libre-échangistes britanniques, en particulier avec Cobden qu'il présentera à Michel Chevalier. Ces liens sont à l'origine de la conclusion du Traité de commerce avec l'Angleterre de 1860.

Membre du Jury des Expositions nationales de Paris de 1839, 1844, 1849, de l'Exposition universelle de Londres de 1851, il sera, aux côtés du cousin de l'Empereur, le Prince Napoléon, le Secrétaire général de la Commission impériale de l'Exposition universelle de Paris de 1855. Les nouvelles Expositions Universelles de Londres en 1862 et de Paris de 1867 le verront encore membre du Jury international. Ces fonctions l'amèneront à devenir l'un des familiers du Palais royal, voire de l'Empereur lui-même... « Sans rien craindre ni attendre du pouvoir quel qu'il soit », comme il l'écrira à Napoléon III en 1869².

Trop grand commerçant pour ne pas être convaincu du rôle primordial des banques dans le développement économique, c'est, semble-t-il, à son instigation que la Banque de Lyon est créée en 1835-1836. Élu Censeur de cet établissement, il assume la même fonction lorsque lui succédera la succursale lyonnaise de la Banque de France. Et s'il participe à la création d'une grande société parisienne de banque par actions, le Crédit Industriel et Commercial, ne perdons pas de vue, comme on le fait trop souvent, qu'il fut en 1863, avec Henri Germain, le fondateur du Crédit Lyonnais.

« Je n'ai jamais oublié que, lors de mon entrée dans la vie active, j'ai souffert de la misère, et presque de la faim », écrira, quelques mois avant sa mort, ce « prolétaire enrichi ». Ainsi, se plaisait-il à se définir lui-même. De sa difficile

² Lettre d'Arlès-Dufour à Napoléon III du 2 avril 1869 (archives familiales).

jeunesse, il gardera toujours le culte de l'amélioration de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.

En 1832, il collabore au journal ouvrier lyonnais *L'Écho de la Fabrique*, le journal des Canuts, en écrivant des articles sur l'industrie de la soierie, sur l'Impôt progressif, sur « l'association universelle des peuples », sur l'Angleterre, etc.

Au cours de la campagne pour les élections à l'Assemblée Constituante, le 7 avril 1848, il lance un appel aux ouvriers de la Croix-Rousse : « Travailleurs, mes frères ! », prêchant « l'association de tous ». En conclusion, il leur donne le conseil de demander énergiquement au gouvernement « l'éducation et l'instruction, pour [leurs] enfants », « fils et filles » précise-t-il, et « la retraite pour [leurs] vieillards ».

Ce sont ces mêmes travailleurs qu'il suggère d'envoyer en délégations à l'Exposition universelle de Londres de 1862. Ce qui fut fait et qui est à l'origine, bien inattendue, de l'Association internationale des travailleurs...

« Toujours nourri du profond sentiment du bien public³ », on le retrouve administrateur de la Caisse de prêt des chefs d'atelier de soieries, membre fondateur de la Société de Secours mutuels des ouvriers en soie (1850), président fondateur – sur ses deniers personnels – du dispensaire homéopathique de Lyon (1868) « destiné à secourir les malades nécessiteux ». La liste de ses initiatives bienfaitrices, collectives et individuelles, est sans fin.

Il en est de même dans le domaine de l'instruction. Dans *L'Écho de la Fabrique* du 15 juillet 1832, il intervient en faveur de l'école de la Martinière – dont il sera plus tard administrateur – dans les termes suivants : « Le pauvre a si peu de moyens d'éducation que c'est un crime de lèse-peuple que d'arrêter ou d'entraver l'application de ceux qui lui appartiennent. »

L'un des fondateurs, en 1828, de la Société d'instruction primaire du Rhône, il co-fonde, en 1857, l'École Centrale lyonnaise, voulant en faire « l'école des officiers de l'industrie dont la Martinière ferait les sous-officiers. » Et en 1864, c'est la Société d'Enseignement professionnel du Rhône qu'il fonde également.

Enfin, c'est à Oullins, dans la proche banlieue lyonnaise où existe toujours sa propriété devenue parc public, qu'il crée, à ses frais, avec une bibliothèque populaire, les Écoles supérieures libres et laïques et une cité ouvrière.

À Lyon, sa ville d'adoption, il consacra également son inépuisable énergie : adjoint au maire en 1830, Conseiller municipal de la Guillotière, conseiller municipal de Lyon, conseiller général du Rhône. Il refusa la députation sous Louis-Philippe et Napoléon III et il fut élevé à la dignité de Commandeur de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur en 1860.

Après cette rapide évocation, on ne sera pas surpris d'apprendre que 3 000 personnes assistaient à ses obsèques à Oullins, obsèques « sans prêtres ni soldats » selon son vœu, et que, parmi ces 3 000 personnes, un tiers appartenait à la classe ouvrière.

Le *Times* de Londres, lui-même, rendait longuement un chaleureux hommage à la mémoire du disparu.

³ Lettre d'Arlès-Dufour à Napoléon III du 2 avril 1869 (archives familiales).

Discussion

Le président remercie chaleureusement M. Canton-Debat pour son exposé très riche et très agréable à écouter. L'exposé, dit-il, a procuré des éclaircissements que tout le monde attendait sur une personnalité importante du mouvement saint-simonien, puisque chacun l'a rencontrée à un moment ou à un autre sur son chemin. Il demande à M. Canton-Debat s'il peut apporter des compléments sur l'intérêt qu'Arlès-Dufour portait à l'Algérie, en particulier dans ses rapports avec Enfantin. L'intervenant indique qu'à son avis Arlès-Dufour avait vu l'intérêt que l'Algérie présentait pour la prospérité de Lyon, compte tenu de la position de la ville sur l'axe Paris-Marseille-Méditerranée-canal de Suez, Océan Indien. Arlès-Dufour s'intéressa aux possibilités d'y implanter la culture du murier. Il intervint pour l'octroi de concessions minières à Talabot. Il fit peut-être un séjour en Algérie en 1847. Son fils Armand s'installa en Algérie en 1867-67 à Oued el Alleug et ses deux frères l'y rejoignirent.

Répondant à une question, l'intervenant confirme les liens d'Arlès-Dufour avec Mulhouse, les fondateurs de la Ligue de l'enseignement, Jean Macé et Hetzel.

A. Levallois avait été frappée par le ton très paternel et réconfortant du mot qu'Arlès-Dufour avait écrit à Urbain lorsqu'il lui avait envoyé une petite somme d'argent à son retour d'Égypte. Par ailleurs, elle se demande si Arlès a toujours manifesté la même vénération pour le Père Enfantin. M. Canton-Debat le pense car Arlès avait souhaité que l'éducation de ses enfants soit confiée au Père Enfantin en cas de décès.

M. Secrétan, Chancelier de l'Académie du Second Empire représentait M. Boumier, son Président. Il dit l'intérêt qu'il avait pris à la conférence. Président par ailleurs de la Société d'économie et sciences sociales fondée en 1856 par Frédéric Le Play, il confirme l'influence de Le Play sur les saint-simoniens et propose une collaboration dans la recherche des sources d'archives privées. M. Secrétan signale que l'École normale supérieure de Fontenay pourrait être approchée pour l'édition de la correspondance Urbain-Lacroix. Il réaffirme l'estime qu'il porte à la personnalité d'Ismaÿl Urbain, inspirateur de la politique algérienne de Napoléon III, et confirme, en sa qualité d'ancien contrôleur civil du Maroc, qu'Urbain avait inspiré la politique marocaine de Lyautey.

M. Latty félicite l'orateur et lui fait part des questions qu'il se pose sur les relations des saint-simoniens au sein de "la famille". La première porte sur la faible contribution financière d'Arlès-Dufour aux finances en 1832. Ce que confirme M. Canton-Debat, en précisant toutefois que c'est Arlès qui a accueilli ses amis à Lyon, qui les a hébergés et placés dans les entreprises de ses amis. Ce qu'explique Ph. Régnier en signalant qu'Arlès n'était pas du nombre des "prêtres" ni des "diacres", et qu'il n'avait donc pas d'engagement financier envers "la famille". M. Latty note la complexité des relations entre les membres de "la famille" et la difficulté de démêler les intérêts du saint-simonisme pratique et ceux de ses membres. Il note aussi une contradiction entre les positions très libérales d'Arlès, disciple et ami de Le Play et les positions plus organisatrices de Saint-Simon. Enfin, il donne connaissance d'une lettre d'Arlès (Ms 7683/169,170,171,182) exprimant son désarroi devant les événements de 1848 et parlant d'exil...

M. Levallois conclut en remerciant M. Canton-Debat et en se félicitant de ces travaux menés par des non spécialistes qui font émerger des informations extrêmement intéressantes et qui permettent de mieux connaître la nébuleuse saint-simonienne dans sa richesse et dans sa complexité.

Selon une tradition maintenant bien établie, les sociétaires ont prolongé la réunion par un déjeuner pris en commun au Sully.

Notes bibliographiques

Notre ami Alain Ruscio a publié cette année aux Editions Complexe, avec une préface d'Albert Memmi, un essai sur *Le credo de l'homme blanc, regards coloniaux français. XIXe et XXe siècles*.

Outre une notice consacrée à Urbain et due à Jean Martin, qui s'appuie principalement sur le livre de J. Lacouture et D. Chagnollaud, *Le Désempire, Figures et thèmes de l'anticolonialisme*, Denoël, 1993 (ouvrage lui-même informé sur Urbain par nos travaux collectifs), le *Dictionnaire du Second Empire*, paru chez Fayard sous la direction de Jean Tulard, comporte plusieurs articles touchant à nos intérêts : Michel Chevalier, Charles Duveyrier, Prosper Enfantin, Emile et Isaac Pereire, Saint-Simon, saint-simonisme, et les frères Talabot. Autant ce qui concerne Suez et Lesseps méconnaît les « emprunts » à la Société d'Etudes fondée par Enfantin, autant les analyses des grandes batailles financières et industrielles telles que les chemins de fer restituent utilement les combats féroces que les saint-simoniens ont livrés, parfois ensemble, mais le plus souvent les uns contre les autres, pour participer à la modernisation du pays. Un absent de marque : Arlès-Dufour !